

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 MARS 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/198		
CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2024 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR - SAFER PACA - VOLET STRATEGIE FONCIERE N° 9 - 20 800 € - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/198

BUREAU DU 18 MARS 2024

**O B J E T : CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR
L'ANNEE 2024 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR -
SAFER PACA - VOLET STRATEGIE FONCIERE N° 9 - 20
800 € - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

VU la Délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la Délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération N° 22/97 du Bureau Métropolitain du lundi 21 février 2022 définissant la 3^{ème} Convention Cadre de partenariat 2022-2026 entre la Chambre d'Agriculture du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 7 décembre 2023 pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 20 800 euros à la Chambre d'Agriculture du Var pour les actions menées dans le cadre de la stratégie foncière agricole sur le territoire métropolitain en 2024,

CONSIDERANT la volonté de la Métropole TPM, de la Chambre d'Agriculture du Var et de la SAFER PACA de mettre en place un dispositif technique et financier pour conduire des actions de mise en valeur du foncier agricole du territoire,

CONSIDERANT que cette convention a pour objectif d'apporter une aide à la Métropole afin de l'accompagner dans la décision d'acquérir des parcelles agricoles et faciliter les démarches de mise à disposition à des exploitants,

CONSIDERANT que le foncier agricole est une ressource précieuse soumise à pression sur le territoire et qu'une grande partie des communes s'est lancée dans la préservation au travers de la mise en place de périmètre de Zone Agricole Protégée en vue de favoriser le développement agricole,

CONSIDERANT la participation au volet départemental du Plan de Reconquête Agricole avec l'animation d'une plateforme cartographique mettant à disposition des collectivités, exploitants agricoles et autres acteurs un ensemble de données permettant de favoriser les projets de reconquête agricole,

CONSIDERANT le Projet départemental Ambition Installation visant à faire émerger des projets et aboutir des installations pérennes de jeunes diplômés sur le territoire,

CONSIDERANT la mise en place d'un projet pilote d'installation en filière alimentaire en identifiant les porteurs de projets et leur proposer un accompagnement : recherche/portage de foncier, appui aux démarches administratives, suivi technique... pour installer de jeunes exploitants afin d'assurer le renouvellement des générations,

CONSIDERANT la validation des actions réalisées dans le cadre de la stratégie foncière agricole du territoire de la précédente convention 2023 lors du Comité de Pilotage réuni le jeudi 30 novembre 2023,

CONSIDERANT la Convention N° 9 de partenariat tripartite pour l'année 2024
" STRATEGIE FONCIERE " ci jointe,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes de la Convention N° 9 de partenariat "STRATEGIE FONCIERE" pour l'année 2024 ci jointe,

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence méditerranée à signer cette convention.

ARTICLE 3

DE PARTICIPER financièrement à hauteur de 20 800 euros, soit 92,49 % du coût total de la mission dans le cadre de cette convention, pour l'année 2024.

ARTICLE 4

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités financières prévues à l'article 4 de la Convention N° 9 de Partenariat Tripartite « STRATEGIE FONCIERE » sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2024, opération 3002, article 657382.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

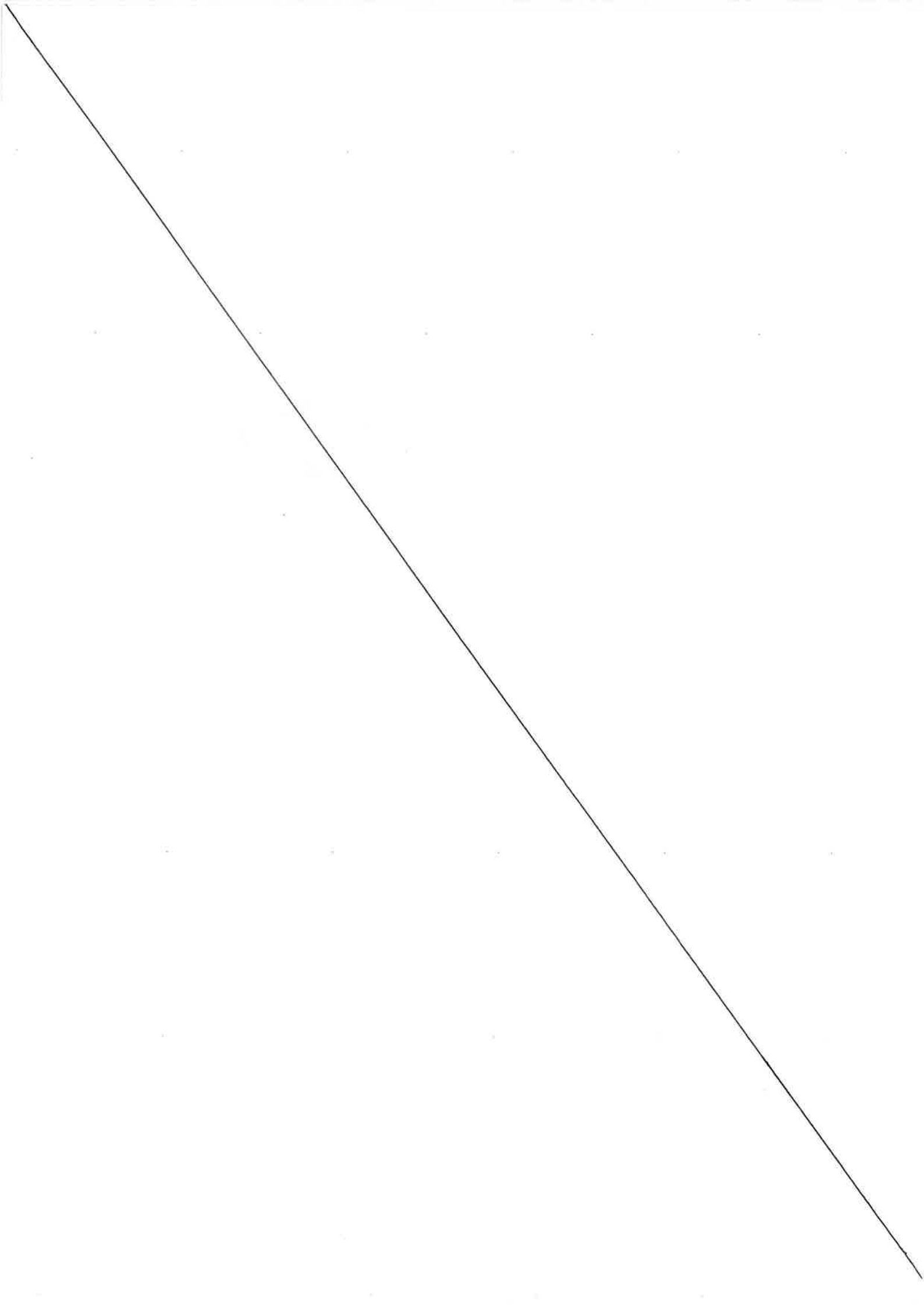
Fait à Toulon, le 18 mars 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0







CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION

**DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE
A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR**

STRATEGIE FONCIERE N°9

2024

Il est établi la convention d'attribution de subvention :

Entre d'une part,

La Métropole **Toulon Provence Méditerranée** (Var), représentée par son **Président en exercice**, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite Intercommunalité, autorisé par décision **DM N° 24/..... du Bureau Métropolitain du lundi 18 mars 2024**

Ci-après dénommée « MTPM »

Sise

107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536
83041 TOULON CEDEX 09
SIRET : 24830054300217

D'autre part,

La **Chambre d'Agriculture du Var** représentée en sa qualité de Président par **Monsieur Sylvain AUDEMARD**,

Ci-après désignée «CA83 »,

Sise

11 rue Pierre Clément
CS 40 203
83006 DRAGUIGNAN Cedex

Programme : 5

Code Activité : 06030400

Et,

La **SAFER PACA**, représentée par son Président en exercice, Monsieur Patrice BRUN, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite SAFER,

Ci-après dénommée « SAFER »

Sise

Route de la Durance
Avenue de la Libération - CS 20017
04107 MANOSQUE Cedex
SIRET : 70735011200017

Article 1. Objet de la convention

Les partenaires s'engagent sur un programme d'actions, en référence à la Convention Cadre 2022 – 2026 entre les deux structures. Le programme d'actions a pour objectifs :

OBJECTIFS DE LA CONVENTION CADRE

- ⇒ Pérenniser et développer l'agriculture à l'échelle métropolitaine ;
 - ⇒ Répondre aux enjeux du Projet Alimentaire de Territoire ;
- ⇒ Valoriser la prise en compte de l'environnement dans les pratiques agricoles
 - ⇒ Valoriser l'agriculture dans le cadre de la politique de l'eau à l'échelle métropolitaine.

Cette convention étant étroitement liée à la Convention d'Aménagement Rural de la SAFER PACA avec la Métropole TPM, la SAFER est également signataire de la présente convention.

Article 2. Description des missions de la Chambre d'Agriculture

a. Pérenniser l'agriculture à l'échelle métropolitaine

Action 1. Assurer un accompagnement à la transmission pour les cédants sur le territoire de TPM en lien avec le Point Accueil Transmission ↗ *Mission CA83*

En synthèse,

Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Favoriser la transmission des exploitations agricoles du territoire	Accompagnement et information claire auprès des cédants qui en ressentent le besoin	Accompagner le plus de cédants possible pour permettre un maintien des terres agricoles

Objet : Il s'agit de favoriser la transmission des exploitations agricoles du territoire par un accompagnement des cédants dans leur projet.

Champ d'intervention :

- Organisation de rendez-vous Point Accueil Transmission délocalisés sur le territoire de TPM en fonction des demandes locales ;
- Organisation d'une rencontre collective pour inciter à la transmission ;
- Etc.

Cette action sera entièrement prise en charge par la Région au travers de l'existence du Point Accueil Transmission.

<i>Livrables</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Période de réalisation</i>	<i>Contact CA83</i>
Bilan d'activité	Nb de permanences Point Accueil Transmission (PAT) tenu sur le territoire	2024	Aurélia GRECH

Action 2. Lutter contre le dévoiement des zones agricoles ➤ *Mission CA83*

<i>En synthèse, Ambition</i>	<i>Besoin territorial</i>	<i>Visée opérationnelle</i>
Sensibiliser les maires à la protection des terres agricoles	Mettre en place un travail de sensibilisation des maires des communes de MTPM au travers de l'organisation d'une intervention du Procureur de la République et des services de l'Etat sur le pouvoir de police du Maire	Informers les Maires sur ce qu'il est possible de faire ou pas en zone agricole et les sensibiliser aux détournements d'usage

En détail,

Objet : Les Maires, 1ers magistrats des communes, se retrouvent parfois démunis face à des situations de dévoiement des zones agricoles.

Pour cette raison, il s'agira de mettre en place un travail de sensibilisation des maires des communes d'EPCI au travers de l'organisation d'une intervention à trois voix. D'une part, le Procureur de la République et les services de l'Etat interviendront sur le pouvoir de police du Maire. D'autre part, la CA83 sera également partie prenante de cette intervention pour expliquer ce qui peut être fait ou non en zone agricole : régime dérogatoire pour construire en zone agricole, quelles autorisations pour les constructions à caractère agricole, justifications de la nécessité de construire...

Action départementale à intérêt territorial :

L'intérêt de ce travail est double. En effet, il s'agit d'une part de permettre à tous les maires du Var, qu'ils soient en commune rurale, urbaine ou péri-urbaine, d'avoir le même niveau d'information sur les utilisations et occupations possibles en zone agricole. D'autre part, il s'agira de mobiliser les pouvoirs publics sur la problématique des détournements d'usage afin de définir une stratégie au niveau local mais également aller jusqu'à envisager par la suite une stratégie commune des Maires Varois pour lutter efficacement contre ces détournements.

Champ d'intervention 2024 : Organisation d'un séminaire à l'attention des élus et techniciens des collectivités sur une partie des communes de la Métropole : partie Est (La Crau, Le Pradet, Hyères, Carqueiranne, La Garde) ou Ouest de la Métropole les communes de l'Ouest (Ollioules, La Seyne, Six-Fours, Toulon, La Valette). En 2025, le travail de sensibilisation se poursuivra sur les communes qui n'ont pas été sensibilisées en 2024.

<i>Livrable</i>	<i>Période de réalisation</i>	<i>Contact CA83</i>
Organisation de la réunion et support de présentation	2024	Emmanuelle LAN

Action 3. Apporter une aide à la décision de la Métropole pour de l'acquisition foncière ↗ *Mission CA83/SAFER/MTPM - 2024*

En synthèse,

Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Permettre le maintien de la vocation agricole de parcelles sur lesquelles une intervention foncière de la Métropole serait nécessaire	Maintenir la vocation agricole des parcelles du territoire	Accompagner la Métropole dans la décision d'acquérir des parcelles agricoles et faciliter les démarches de mise à disposition à un exploitant

En détail,

Objet : en cas d'opportunité foncière permettant l'installation d'un exploitant, il convient de caractériser le potentiel du site et l'éventuel projet agricole. Ces éléments seront une aide à la décision de la Métropole pour l'acquisition foncière.

L'objectif de la Métropole est d'intervenir en urgence lors de ventes intervenant suite à des préemptions actées pour conserver la vocation et le potentiel agricole de parcelles. Il peut s'agir aussi d'une acquisition permettant la réalisation d'un objectif/projet de la convention cadre notamment en matière d'installation agricole.

Champ d'intervention en 2024

En cas d'opportunité foncière identifiée par la SAFER, après validation de la Métropole, la CA83 fera intervenir ses collaborateurs afin de préciser le potentiel du site et l'éventuel projet agricole à y développer, comme outil d'aide à la décision pour l'acquisition de ce foncier par la Métropole. Dans le cadre de cette action, une étude de sol est aussi prévue.

Pour 2024, il s'agira d'accompagner un projet.

Livrable	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Contact CA83
Bilan d'activité	Nombre de parcelles étudiées et résultats/avis technique	2024	LAN Emmanuelle

b. Mobiliser le foncier à potentiel agricole pour répondre aux besoins de la profession

Action 4. Conduite d'un travail d'animation foncière ↗ *Mission SAFER – 2024*

En synthèse,

Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Reconquête du foncier agricole pour répondre aux objectifs du territoire (collectivités et filières agricoles)	Il s'agit de poursuivre la dynamique engagée sur <u>les communes</u> concernant l'animation foncière et la mobilisation des terres en friche à potentiel sur toutes les communes de MTPM.	Favoriser la libération du foncier sur les communes ayant fait l'objet du recensement des friches à des fins d'extension d'exploitations ou d'installations

En détail,

Objet : Partager avec la commune l'identification des espaces à enjeux de reconquête agricole pour lancer l'animation foncière ciblée.

Champ d'intervention :

Dans le cadre de la CAR, il conviendra d'intervenir sur des espaces cibles (zones à enjeux de maintien ou reconquête agricole) par la mise en place d'actions de sensibilisation des propriétaires à la remise en culture du foncier en friche. Pour encourager la reconquête de foncier en friche, des mesures incitatives à la remise en état des parcelles seront mises en place (exonération TFNB...).

Cette action est développée dans la Convention d'Aménagement Rural (SAFER).

Livrable	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Contact SAFER
Bilan d'activité	Nombre d'ha libérés pour la reconquête agricole	2024	Julien KIEFFER

Action 5. Animer les périmètres de ZAP et mobiliser le foncier en friche ➤ Mission CA83/SAFER

En synthèse,

Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Mobiliser le foncier agricole dans les périmètres de ZAP en vue de favoriser le développement agricole	Le foncier agricole est une ressource précieuse, soumise à pression sur le territoire. Une grande partie des communes s'est lancée dans la préservation au travers de mise en place de périmètre de ZAP. Il s'agit à présent de poursuivre la sensibilisation des propriétaires de terres en friche au travers d'actions ciblées.	Favoriser la libération du foncier en friche sur les communes ayant une ZAP approuvée ou portant un projet de ZAP très avancé à des fins d'exploitations ou d'installations Mise en relation propriétaires de foncier en friche et porteurs de projets

En détail,

Objet : L'objectif du projet est de mettre en place une animation foncière ciblée pour mobiliser le foncier et initier la réflexion pour le développement d'un projet agricole sur ces territoires.

Champ d'intervention :

En 2024, il s'agira d'organiser des réunions de sensibilisation et de mettre en place des outils de communication pour les propriétaires de terres en friche sur les communes d'Ollioules et de Six Fours Les Plages.

A l'échelle de la Métropole, il s'agit de mettre en relation les propriétaires de terres en friche et des porteurs de projets en recherche de foncier. L'idée est de répondre aux objectifs stratégiques métropolitains : PAT, développement des AOP/AOC (figue et vin) et maintien de la production horticole fleurs coupées notamment.

Pour les années suivantes, l'animation des ZAP en cours de réalisation pourra être proposée (Hyères, La Crau, etc.).

Livrables	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Contact CA83
Support de présentation des différentes réunions de sensibilisation, bilan d'activité Plaquette de communication, articles	Nombre propriétaires sensibilisés Nombre d'hectares remis en culture	2024	LAN Emmanuelle

Action 6. Mobiliser les espaces boisés à potentiel agricole en lien avec le Plan de Reconquête Agricole ↳ Mission CA83/SAFER

Participation à titre de partenaire au volet départemental du Plan de Reconquête Agricole

Cette action consiste à l'animation d'une plateforme cartographique mettant à disposition des collectivités, exploitants agricoles et autres acteurs, un ensemble de données permettant de favoriser les projets de reconquête agricole.

Action départementale à intérêt territorial

A l'échelle des intercommunalités et des communes, cet outil est une véritable opportunité pour :

- Intégrer l'enjeu de la reconquête agricole dans les documents d'urbanisme (SCoT, PLU et PLUi) par la valorisation des données cartographiques de la plateforme. Ces données permettront d'alimenter le travail sur le zonage agricole et de disposer d'éléments de justification de déclassement/reclassement.
- Avoir une connaissance du gisement boisé à potentiel agricole dont les données sont actualisées annuellement et en téléchargement, pour initier des actions ciblées de reconquête agricole.
- Avoir accès à des données cartographiques liées à l'activité agricole

Champ d'intervention 2024 :

- Mise à jour de la plateforme (évolution des PLU, zonages environnementaux ...) ;
- Administration de la plateforme (création de nouveaux comptes) ;
- Rajout de nouvelles couches d'information (périmètre ZAP, délimitations PNR et PN)

Livrable	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Contact CA83
Accès à la plateforme cartographique Reconquête Agricole		2024	Théo SATTA

Capture d'écran du géoportail accessible en ligne



c. Favoriser et développer les installations en lien avec le projet alimentaire de territoire

Action 7. Favoriser les installations – Projet départemental Ambition Installation ➤ *Mission CA83*

En synthèse,

Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Favoriser des installations sur le territoire	La Métropole TPM dispose d'un lycée agricole où sortent chaque année des jeunes diplômés agricoles dont certains ayant un projet d'installation. Le plus souvent non issus du milieu agricole, ces jeunes sont en quête d'un lieu d'installation.	Faire émerger des projets d'installation et faire aboutir des installations pérennes de jeunes diplômés sur le territoire.

Objet : Poursuite du projet Ambition Installation visant à permettre à un futur agriculteur en cours de formation d'anticiper son installation en créant les conditions facilitant son insertion dans le milieu professionnel et la réussite de son projet. Elle ambitionne de mettre en synergie l'ensemble des acteurs du territoire (Chambre d'Agriculture, Lycée Agricole /CFPPA d'Hyères, LEAP Saint-Maximin, SAFER, Collectivités Territoriales, autres partenaires...) pour favoriser l'installation agricole. L'enjeu est de mettre en lumière les projets d'installation en agriculture.

Action départementale à intérêt territorial :

A l'échelle des intercommunalités et des communes, cet outil est une véritable opportunité pour :

- Repérer et sélectionner au sein des lauréats du concours, des porteurs de projets répondant aux enjeux de votre territoire et de vos objectifs ;
- Proposer aux candidats ambitionnant de concrétiser leur installation sur votre territoire un accompagnement tout au long du parcours donnant toutes les chances de réussite au projet d'Installation.

Champ d'intervention :

Participation à titre de partenaire au tronc commun départemental Ambition Installation :

- Organiser annuellement le Comité de pilotage départemental du projet ;
- Mettre en œuvre le concours départemental annuel des « Trophées de l'installation » : communication, sensibilisation renforcée des équipes pédagogiques, accompagnement des candidats, mobilisation des partenaires, promotion et communication du concours ;
- Organiser le jury du concours en septembre ;
- Remettre des prix lors du Forum Installation de novembre ;
- Dresser le bilan et l'évaluation du concours.

Livrables	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Contact CA83
Bilan d'activité	Nombre de réunions du Comité de pilotage Nombre d'équipes candidates Supports de communication produits Lieu d'espace test choisi et mis en œuvre	2024	Marie-Anne CORNIOU Aurélia GRECH

Déclinaison territoriale du projet sur le territoire de MTPM

Champ d'intervention :

Il s'agira de poursuivre le travail partenarial engagé en 2022 avec le Lycée Agricole pour mettre en place un projet d'espace-test agricole en lien avec l'exploitation du lycée. Pour 2024, il s'agit de poursuivre l'accompagnement du Lycée dans les démarches administratives de constitution de l'espace-test, de promouvoir l'existence de cet outil, de suivre le projet et d'animer la démarche en lien avec Agricampus et les différents partenaires engagés dans le développement de ce projet (Région, MTPM, Ville de Hyères, etc.).

<i>Livrable</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Période de réalisation</i>	<i>Contact CA83</i>
Bilan d'activité	Nb de réunion du COPIL Nb de jeunes intéressés et candidats à l'Espace-Test Bilan de la 1 ^{ère} année si Espace-test en fonctionnement	2024	Aurélia GRECH

Action 8. Mettre en place un projet pilote d'installation en filière alimentaire

En synthèse,

Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Assurer le renouvellement des générations Installer des jeunes exploitants	L'offre et la demande en production alimentaire est déséquilibrée. Pour développer l'offre, il faut installer de nouveaux exploitants afin de répondre à la demande.	1 installation en filière alimentaire

En détail,

Objet : en continuité de l'action initiée en 2022, la CA83 et la SAFER PACA souhaitent développer un projet visant à proposer aux intercommunalités un accompagnement spécifique à objectif installation en filière alimentaire. L'enjeu est de capter les porteurs de projets et de leur proposer un accompagnement de A à Z : recherche/portage de foncier avec appui de la collectivité, appui aux démarches administratives, suivi technique...

Champ d'intervention :

Il s'agit d'un projet expérimental dont la mise en œuvre est la suivante :

- Mettre à jour le listing de porteurs de projet ;
- Mobiliser/Saisir des opportunités de foncier à potentiel agricole (SAFER) ;
- Accompagner à un montage de projet visant à mettre en adéquation l'offre et de la demande foncière ;
- Viser à un accompagnement technique du nouvel installé ;
- Prise en charge du coût de l'instruction de la demande de dérogation au Canal De Provence pour le terrain d'Ollioules.

En 2022, une opportunité foncière s'est présentée sur la commune d'Ollioules. Une démarche d'appel à projet a été lancée. Pour 2024, il s'agit de poursuivre le suivi du projet d'Ollioules et éventuellement de lancer un nouveau projet sur le territoire métropolitain si l'opportunité se présente.

<i>Livrable</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Période de réalisation</i>	<i>Contact CA83</i>
Bilan d'activité	Nb d'installation	2024	Emmanuelle LAN

Action 9. COTECH et COPIL – Action de communication ➤ *Mission CA83/SAFER/MTPM – 2024*

En synthèse,

Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Mener à bien les actions de la présente convention	Assurer un suivi technique de la convention tout au long de l'année	Faire intervenir les experts techniques et politiques pour les besoins de suivi des actions de la présente convention

En détail,

Objet : constituer un comité technique et un comité de pilotage afin de mener à bien les missions de la présente convention.

Champ d'intervention :

Les partenaires participeront à des réunions techniques et de pilotage pour le suivi de l'avancée de la convention. Il s'agira également de valoriser le travail réalisé au travers d'actions de communication à définir par les partenaires.

La Métropole TPM, la CA83 et la SAFER PACA s'engagent à constituer un groupe de travail technique réunissant les agents compétents de chaque structure. Ce groupe de travail technique pourra se réunir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans le respect des objectifs de la présente convention. De plus, il pourra réunir des agents d'autres structures et collectivités partenaires locales (CRPACA, ...), le cas échéant et en fonction de l'ordre du jour.

La Métropole TPM, la CA83 et la SAFER PACA s'engagent à présenter les résultats et avancements du travail prévu dans ladite convention dans le cadre du comité de pilotage : la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique de MTPM. Un élu de la CA83 participera à cette commission. Ce comité de pilotage se réunira au moins une fois par an pour étudier et valider l'avancement du programme d'actions proposé.

Article 3. Budget prévisionnel de l'intervention de la Chambre d'Agriculture du Var

Le budget prévisionnel de la convention n°9 – Stratégie Foncière - 2024 s'élève à **22 488 €**.

<i>Budget prévisionnel</i>	En €	Autofinancement CA83	A la charge de la Métropole TPM
Action 1. Assurer un accompagnement à la transmission (financement régional Point Accueil Transmission)	0 €	0 €	0 €
Action 2. Lutter contre les dévoiements des zones agricoles	1 800		1 800
Action 3. Apporter une aide à la décision de la Métropole pour de l'acquisition foncière	1 688	148,80 ^x	1 539,20
Action 4. Conduite d'un travail d'animation foncière	Convention SAFER	Convention SAFER	Convention SAFER
Action 5. Animer les périmètres de ZAP et mobiliser le foncier en friche	4 464	446,40	4 017,60
Action 6. Mobiliser les espaces boisés à potentiel agricole en lien avec le Plan de Reconquête Agricole			
<i>Projet départemental - Plateforme cartographique</i>	1 500		1 500
Action 7. Favoriser les installations – Projet départemental Ambition Installation			
<i>Projet Départemental</i>	2 000		2 000
<i>Déclinaison locale</i>	4 464	446,40	4 017,60
Action 8. Mettre en place un projet pilote d'installation en filière alimentaire	4 464	446,40	4 017,60
Instruction des dérogations au réseau SCP – Terrain Ollioules	620		620
Action 9. COTECH et COPIL – Action de communication	1 488	148,80	1 339,20
TOTAL	22 488	1 636,80	20 851,20
TOTAL arrondi	22 488	1 688,00	20 800

En cas de besoin, le budget non consommé d'une action pourra être reportée sur une autre action inscrite au programme en ayant eu, au préalable, l'accord des parties.

Article 4. Modalités financières et de règlement

Au regard du budget prévisionnel, la MTPM s'engage à verser à la CA83 une subvention d'un montant de **20 800 €** sur présentation du bilan de la mission décrite dans la présente convention sur la stratégie foncière de MTPM.

La CA83 finance 10% du coût de son intervention, hormis les prestations externes, l'instruction des dérogations SCP et les actions départementales : action Ambition Installation, Plateforme cartographique Plan de Reconquête Agricole et la fiche portrait.

Le Comité de pilotage se réunira au moins une fois par an pour étudier, évaluer et valider le travail réalisé, au regard du programme d'actions prévisionnel proposé dans la présente convention. Chaque année un bilan d'activités établira les actions menées et restant à mener, permettant de justifier le paiement de ladite subvention.

Les règlements seront effectués de la manière suivante :

- 70% à la signature de la présente convention
- 30% sur présentation des documents listés ci-dessous :
 - Etat récapitulatif des dépenses et des recettes du programme réalisé par le bénéficiaire
 - Le compte rendu d'activité
 - Le compte financier signé du Président, de l'agent comptable et validé par la Préfecture.

Le montant de la participation financière sera ajusté selon les modalités suivantes : si le montant réel varie à la hausse, la participation n'est pas réévaluée ; en revanche, si les documents montrent que le montant total des dépenses réalisées pour le programme subventionné est inférieur aux dépenses présentées, le solde à verser sera calculé au prorata des dépenses réellement engagées et payées par la CA83.

Par voie d'avenant, le programme d'actions et budget pourront être complétés ou modifiés.

Le paiement des sommes prévues sera effectué par virement administratif sur le Compte DGFIP – IBAN FR76 1007 1830 0000 0010 1241 766.

Article 5. Confidentialité

Hormis dans le cadre des actions de communication réalisées dans le cadre du projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Les données individuelles recueillies dans le cadre du partenariat ne seront pas fournies par le producteur de la donnée pour des raisons de confidentialité sauf accord des enquêtés. Les données SIG produites par la CA83 dans le cadre du partenariat seront transmises à la collectivité en format shape avec une convention de partage de données numériques. L'utilisation ultérieure des données produites dans le cadre d'une autre réflexion ou étude devra recueillir l'accord des deux parties.

En matière de communication, la Chambre d'Agriculture du Var s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels et tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metropoletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page).

Les actions liées à la mise en œuvre du projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PATTPM devra également figurer au côté de celui de la Métropole »

Article 6. Durée de la convention

La convention est annuelle. Elle débute au 1/01/2024 et arrivera à terme au 31/12/2024.

La durée des travaux pouvant être amenée à être prolongée au vu des contraintes de calendriers des différents acteurs (saisonnalité des travaux agricoles, agendas politiques, crise sanitaire...).

Article 7. Résiliation - Révision

a) En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties d'une des dispositions de la Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

b) La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

Article 8. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois. En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon, sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en trois exemplaires originaux, en français.

À Toulon, le

Pour la Chambre D'Agriculture du Var	Pour la SAFER PACA	Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Sylvain AUDEMARD <i>Président</i>	Patrice BRUN <i>Président</i>	Jean-Pierre GIRAN <i>Président</i>

